

bulletin hebdo



Luttes sociales: le ton monte

Managua, 19 février (ANN). Alors que la droite s'apprête à fêter par une grande messe dans le stade le premier anniversaire de sa victoire électorale, le pays est pris de fièvre. Quatre mois après la signature des accords issus de la concertation, les syndicats ne voient toujours rien venir. Bien plus, après la visite de la Banque mondiale, le gouvernement prépare le terrain à un plan de choc et à la privatisation.

UNE CONCERTATION POUR RIEN?

La violation des accords issus de la concertation est dénoncée avec force depuis quelques semaines par les syndicats: le gouvernement, qui leur a demandé une trêve sociale, n'a pas cessé de porter des coups bas. Les principales décisions de la négociation d'octobre sont restées lettre morte.

Pendant que les atteintes aux droits syndicaux se multiplient, le gouvernement ne reconnaît pas les conventions collectives et de nombreuses institutions ont commencé à les réviser en s'appuyant sur le ministère du Travail, qui n'est pourtant pas compétent, et sur les syndicats de droite. Le salaire minimum correspondant à un "panier de la ménagère" de 53 produits (dont le prix

actuel est de 237 dollars) n'a toujours pas été discuté. Par ailleurs, les salaires, qui sont gelés depuis octobre dernier dans la fonction publique, ont perdu plus de 50 % de leur pouvoir d'achat, selon le syndicat des fonctionnaires UNE. Le cordoba-or ne circule toujours pas et la monnaie continue à se dévaluer.

La question de l'emploi est parmi les plus préoccupantes. Bien que le gouvernement se soit engagé à en garantir la stabilité en créant des sources de travail pour les victimes de la restructuration, il a continué à licencier sans proposer de solution alternative. Le fameux plan de reconversion présenté par le gouvernement au cours de la concertation d'octobre est devenu un moyen de pression pour licencier en douceur. En effet, on propose individuellement aux travailleurs de l'Etat de signer leur lettre de démission en échange d'une indemnité en faisant valoir que s'ils ne signent pas ils risquent d'être licenciés sans que rien ne leur soit offert. L'autre point noir concerne la reconnaissance des droits acquis par les travailleurs dans la privatisation des entreprises d'Etat. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas donné signe de vouloir en tenir compte.

MESURES DE CHOC ET PRIVATISATION

La mission de la Banque mondiale, venue étudier la situation, est repartie sans que le gouvernement ne donne à connaître ses conclusions ni les engage-

SOMMAIRE

Luttes sociales: le ton monte

Mort d'un fasciste

Le somozisme perd son leader

L'affaires des missiles: entre la morale et la loi

La sentence

Jeunes cherchent avenir désespérément

Sous les poissons, la coke

Haïti: les pauvres font l'histoire

Guatemala: le dialogue ou les armes?



40 P 11481

ments qu'il aurait pu prendre. La semaine dernière, une déclaration faite aux Etats-Unis par le Directeur de la Banque centrale, Raúl Lacayo, a avivé les craintes. Il expliquait en effet que l'économie nicaraguayenne requiert des mesures de choc et ne peut se permettre des réajustements progressifs. Ces propos laissent supposer que les organismes internationaux n'ont pas voulu tenir compte de la situation spécifique du Nicaragua, comme l'avaient demandé tous les secteurs politiques et sociaux, et, sonnait le glas de la concertation, ont imposé leurs conditions, qui passent par une nouvelle réduction de l'appareil d'état et la privatisation.

L'UNE affirme que d'ici avril le gouvernement va licencier 24 000 fonctionnaires, soit 33 % du personnel actuel (santé, enseignement, ministères, douanes, impôts, affaires sociales, banques) et au moins 10 000 dans les entreprises nationalisées (sucre, construction, textile, métallurgie, pêche, énergie, Postes et Télécommunications).

Il y a deux jours, les autorités ont annoncé qu'un plan de privatisation sera présenté à la fin du mois; élaboré grâce à l'aide de l'AID (Agence internationale pour le développement), il concernerait 350 entreprises. Parallèlement, le Parlement discutera prochainement quatre lois concernant les privatisations, les investissements étrangers, les banques privées et les zones franches.

On ignore quels secteurs seront touchés. Des rumeurs font état d'un intérêt pour les ressources naturelles (bois, or et pêche). On sait par contre que le capital étranger aura la part belle, grâce aux opérations de "swapping" décidées avec le Mexique et prévues avec le Venezuela et le Costa Rica. La dette envers le Mexique vient d'être en effet renégociée de la façon suivante: la moitié sera remboursée sur 40 ans, à des taux favorables et l'autre moitié a été convertie en avoirs sur le secteur productif nationalisé. Les investisseurs mexicains vont ainsi pouvoir racheter des entreprises nicaraguayennes, très probablement au dessous de leur valeur réelle. Les syndicats voient dans la vente du patrimoine national une atteinte à la souveraineté et à la Constitution et l'annonce de nouveaux licenciements. Ils revendiquent la privatisation en faveur de travailleurs, soit en totalité soit sous forme d'entreprises mixtes travailleurs-état-privé.

Selon une analyse du quotidien Barricada, les licenciements effectués jusqu'à présent ont pour but de rendre les entreprises nationalisées plus "attractives". De toute façon, les privatisations, qui s'accompagneront de licenciements supplémentaires, doivent permettre de casser les reins des syndicats sandinistes, garantissant une main d'oeuvre docile et bon marché et affaiblissant le sandinisme sur le plan politique. Certains exemples actuels conduisent même à penser que les syndicats de droite, créés et imposés pour soutenir les politiques officielles, ne se sauveront pas davantage.

UN MORT QUI A LA VIE DURE

Selon une lettre ouverte du syndicat des fonctionnaires à la présidente, l'ambassade des Etats-Unis estimerait que les organisations de masse sandinistes sont d'ores et déjà affaiblies. Cela reste pourtant à démontrer.

Il est vrai que les mesures rapides appliquées par le nouveau gouvernement après son installation ont mis, dans une certaine mesure, les syndicats sur la défensive. De plus, incontestablement, les licenciements ont frappé de plein fouet les structures syndicales: nombre de dirigeants ont été renvoyés. La concertation a été une occasion pour le Front National des Travailleurs (FNT) de reprendre l'initiative et d'avancer des solutions différentes pour infléchir la politique gouvernementale. Mais si les travailleurs ont pu penser que le gouvernement allait les prendre en compte, aujourd'hui cet espoir diminue.

Certes, dans les secteurs où la menace est moins forte, la peur de perdre son emploi freine l'action. Mais ailleurs les luttes, souvent de longue durée, se multiplient. Un travailleur des cinémas résumait ainsi la situation lors d'un meeting de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST): "*Le gouvernement a concédé l'exploitation des salles à un somoziste notoire. Nous gagnons entre 20 et 45 cordobas-or et il nous propose de doubler nos salaires. Qu'est-ce que ça peut bien nous faire de gagner 40 au lieu de 20? Nous demandons que l'exploitation des cinémas soit cédée aux travailleurs et nous ne laisserons pas le nouveau patron s'installer*".

Les dirigeants syndicaux signalent que la base fait pression pour passer à l'action. On note d'ailleurs un changement de ton du côté des syndicats. C'est ainsi que l'UNE, dans sa lettre à la présidente, avertit qu'il ne veut plus de la concertation telle qu'elle se déroule. Il ne participe plus aux réunions hebdomadaires, censées donner suite aux rencontres d'octobre, "*incapables de faire appliquer les accords*" et qui ne sont pour les autorités qu'une façon de gagner du temps. Menaçant de passer à l'action, il a demandé une rencontre directe avec le gouvernement, qui a accepté de commencer à négocier.

On assiste dans tout le pays à une montée de la mobilisation. La défense de l'emploi, la privatisation en faveur des travailleurs, les salaires, la terre, le crédit à la production, autant de motifs pour des luttes aux formes variées.

Dans le secteur de la Santé, 14 000 travailleurs sont en grève depuis 5 semaines. Partie d'un mouvement de médecins qui réclamaient de meilleurs salaires, la lutte s'est élargie à l'ensemble du secteur qui demande en plus davantage d'argent pour la santé publique. Le gouvernement ne veut pas céder et les grévistes sont passés à des actions plus dures, comme la fermeture des hôpitaux. De leur côté, les enseignants mènent des actions pour empêcher le licenciement ou la mutation abusive de 235 pro-

fesseurs.

Pour appuyer leur demande de terres, un millier de paysans de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) campent nuit et jour depuis plus d'une semaine sous la statue du combattant sandiniste qui se dresse, fusil au poing, près de la poste centrale. Sur son socle, une citation de Sandino: "*Seuls les paysans et les ouvriers iront jusqu'au bout*". On assiste à une recrudescence des occupations de propriétés, que ce soit de la part des contras, des militaires renvoyés à la vie civile ou des paysans sans terre. De leur côté, les petits producteurs manifestent à Managua et dans les villes de province. Ils s'inquiètent de la décision du gouvernement de ne pas accorder de crédit à ceux qui ne peuvent rembourser les emprunts faits pour le cycle agricole précédent et craignent l'expropriation. L'ATC, qui les soutient, pronostique une explosion sociale à la campagne: le manque de crédit paralyse les travaux agricoles et le nombre des ouvriers au chômage est passé de 30 000 à 70 000.

Plusieurs entreprises d'Etat qui ont été rendues à leurs anciens propriétaires ou qui sont menacées de privatisation sont occupées par leurs travailleurs qui exigent qu'elles leurs soient données. Dans le textile, les ouvriers de l'entreprise TEXNCSA ont remporté une demi-victoire. Alors que le gouvernement avait décidé sa liquidation, ils ont obtenu une fermeture temporaire de cinq mois, durant lesquels ils recevront leur salaire, gardant ainsi un lien avec l'entreprise pour éviter toute basse manoeuvre des autorités.

L'organisation des bidonvilles s'est accélérée depuis que des pelleteuses envoyées par le maire de Managua ont commencé à détruire des maisons, sans avertissement préalable, pour récupérer les terrains. Un Front communal des bidonvilles vient de se constituer et regroupe les représentants d'une trentaine d'entre eux.

Face à l'agitation, le gouvernement garde une attitude fermée. Pourra-t-il la maintenir longtemps alors que, par exemple le représentant du syndicat "*indépendant*" des médecins expliquait dans un débat télévisé: "*C'est vrai que nous avons voté pour l'UNO, mais certainement pas pour gagner des salaires de misère*"? Ou bien va-t-on vers une autre crise?

MORT D'UN FASCISTE

Managua, 21 février (ANN). Enrique Bermúdez, ancien colonel somoziste et dirigeant de la contra, vient de mourir comme il avait vécu : dans la violence. Il a été abattu d'une balle dans la tête dans la soirée du 16 février, alors qu'il sortait de l'hôtel Intercontinental à Managua; un travail très professionnel qui rend difficile la tâche de la police. Les organisations politiques con-

damnent l'assassinat de ce mercenaire qui fut spécialiste de l'action anti-insurrectionnelle.

Né en 1932, E. Bermúdez entre en 1948 à l'Académie militaire sous le matricule 3-80, qui deviendra son nom de guerre pendant les années de lutte contre-révolutionnaire. Il reçoit ensuite une formation au Brésil et à l'Ecole des Amériques, dans la zone du canal de Panama. En 1965, il participe à l'invasion de la République dominicaine par les Etats-Unis. En 1968, il suit un cours de commandement militaire aux Etats-Unis. En 1971-72, il participe à plusieurs opérations anti-insurrectionnelles en Amérique centrale, en particulier contre la guérilla guatémaltèque. En 1976, il devient attaché militaire à Washington, charge qu'il occupe jusqu'en 1979.

Pendant toutes ces années, E. Bermúdez combine habilement activités militaires et activités financières. Associé de Somoza dans plusieurs de ses entreprises, il se constitue un confortable patrimoine. Le triomphe de la Révolution sandiniste le surprend à Washington et lui fait perdre une partie de ses revenus. C'est pour les récupérer qu'il fonde en 1980 au Honduras la "*légion 15 septembre*", qui deviendra par la suite la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) dont il prend le contrôle militaire. En 1983, "*3-80*" mate une rébellion de chefs contras, surgie de luttes intestines pour le pouvoir et de questions d'argent. L'affaire se termine par l'assassinat de plusieurs chefs de la contra et la désertion de quelques autres.

Pendant la guerre contre-révolutionnaire, Bermúdez se maintient en contact étroit avec la CIA et sert de lien entre l'armée hondurienne et la contra, sans oublier ses affaires: une partie de l'aide "*humanitaire*" votée par le Congrès des Etats-Unis pour la contra terminera sur son compte-en banque à Miami. A cette époque, les combattants de la contra commencent à se plaindre de certains de leurs chefs qui ont "*les bottes propres mais les mains sales*". En 1989, Bermúdez est progressivement écarté de la direction de la contra au profit de Franklin et Ruben, chefs d'origine paysanne moins liés au somozisme. Il était revenu au Nicaragua avec l'intention de créer un nouveau parti politique et était, semble-t-il, en contact étroit avec le maire de Managua A. Aleman.

Le gouvernement a condamné l'assassinat du colonel somoziste, le qualifiant de "crime atroce". Le vice-président Virgilio Godoy a déclaré pour sa part que "tout le monde sait d'où vient ce coup", faisant allusion aux sandinistes. Le Cardinal Obando, dans une homélie, a rendu publique une lettre que lui avait envoyée Bermúdez en novembre et dans laquelle il rendait responsable de ce qui pourrait lui arriver "*ceux qui, en collusion avec les sandinistes, portent atteinte à (ses) droits fondamentaux*". Le FSLN estime que cette action "*conspire contre la consolidation de la démocratie*" et dénonce la campagne de calomnies déclenchée contre lui par l'extrême-droite sur les ondes de Radio Corporacion. Les contras qui ont ac-

compagné le cercueil jusqu'à l'aéroport criaient "Mort aux Ortigas", ce qui fait craindre à certains que s'applique la loi du Talion.

LE SOMOZISME PERD SON LEADER

Sergio Ferrari

Managua, 20 février (ANN). Une mort solitaire, un samedi soir, à la porte du plus grand hôtel de la capitale et un enterrement à Miami : tels sont les symboles qui ont marqué la fin de Bermúdez. C'est un projet politique en formation qui s'achève irréversiblement.

Depuis qu'une balle -tirée par une arme sophistiquée munie d'un silencieux et qui n'a laissé aucune trace, même pas les restes du projectile- l'a tué instantanément, les hypothèses et les spéculations vont bon train. La mort du "commandant 3-80" provoque l'effondrement immédiat du "programme d'action" mis en oeuvre il y a plusieurs mois dans le secteur rural.

Certains ont aussitôt accusé les sandinistes; d'autres ont vu là un règlement de compte entre les anciens dirigeants de la contra devenus ennemis mortels. Plus d'un a cherché par exemple à cacher une récente dispute entre Bermúdez et Oscar Sovalbarro, alias Ruben, qui, avec Franklin, avait éliminé le colonel de la direction de la contra en 1989, après le début des négociations avec le gouvernement sandiniste.

D'autres encore estiment qu'il faut chercher le mobile de l'assassinat dans les contradictions entre Bermúdez et la CIA, à laquelle il est lié depuis toujours, et surtout du côté du trafic de drogue, activité dans laquelle il se serait lancé une fois terminée la guerre qui l'avait nourri pendant dix ans.

Les spéculations ne prendront fin que lorsque la police aura trouvé des témoins, arrêté l'auteur du coup de feu ou déterminé les mobiles. Cependant, personne ne peut nier que ce disciple de Somoza, numéro un de la contra pendant des années et le seul de ses dirigeants qui ne fassent pas partie du gouvernement Chamorro, était revenu au Nicaragua pour faire de la politique. Son premier objectif était la réunification de la base de la contra, surtout à la campagne où il jouissait d'un certain prestige alors que Ruben et Franklin sont accusés d'avoir abandonné le projet contre-révolutionnaire. La structuration d'un projet alternatif néo-somoziste, dans une perspective électorale, était l'étape suivante. Personne plus que Bermúdez, le seul militaire somoziste de haut grade qui était parvenu à survivre sur le plan politique, ne pouvait aspirer à relancer un somozisme d'un autre style. Un projet qui, à la faveur de la perte de mémoire collective dont paraissent souffrir même les secteurs populaires, aurait pu apparaître comme la solution au cas où le gouvernement

actuel échoue, miné par ses crises internes ou par son manque de pragmatisme historique.

Quelle que soit l'explication, la disparition de Bermúdez de la scène politique étouffe dans l'oeuf une aspiration stratégique. Il sera désormais difficile d'envisager un somozisme sans Somoza et sans Bermúdez.

L'AFFAIRE DES MISSILES : ENTRE LA MORALE ET LA LOI

Gabriela Selser

Managua, 2 février (ANN/Barricada internacional). L'année a commencé au Nicaragua par une nouvelle inquiétante: quatre officiers supérieurs de l'Armée populaire sandiniste (EPS) ont été arrêtés pour avoir livré à la guérilla salvadorienne 28 missiles terre-air appartenant à l'armée nicaraguayenne. Pendant que Washington "recommandait" au gouvernement de prendre des sanctions, la droite locale exigeait une fois de plus la tête du chef des Forces armées, le général Humberto Ortega. De sources officielles, tout a commencé lorsqu'a été découvert au Salvador une pièce portant le même numéro qu'un missile soviétique livré à l'EPS il y a plusieurs années. Mais selon d'autres sources non moins dignes de foi, ce serait la propre ambassade soviétique à Managua qui aurait averti du fait l'armée salvadorienne ou le gouvernement des Etats-Unis.

Odell Ortega, Donald Argenal, Miguel Parrales et Reynaldo Padilla étaient officiers des Forces aériennes sandinistes (FAS). Aujourd'hui, ils attendent en prison le jugement du tribunal militaire qui devra décider d'ici peu des sanctions qui, selon, la loi peuvent aller de six mois à huit ans de prison. O. Ortega avait été retiré de l'armée en août dernier après s'être mutiné dans une base des FAS en soutien à son chef, le colonel Javier Pichardo, destitué pour insubordination. Alors que certains hommes politiques qualifiaient la livraison des missiles d'acte mercantile, ceux qui connaissent O. Ortega affirment que cet ancien militaire est intimement lié au Salvador où il a vécu pendant plus de trois ans. Avant d'entrer dans l'armée, il était chargé au sein du FSLN des relations avec la guérilla salvadorienne. Sa détention, ainsi que celle de 11 civils salvadoriens qui auraient participé à l'action clandestine, a été connue le 1er janvier à travers un communiqué de l'EPS. Les quatre officiers ont été arrêtés à la mi-décembre, deux mois après avoir réalisé leur opération. Sept hélicoptères de l'armée salvadorienne avaient déjà été abattus dans les zones contrôlées par la guérilla. Trois autres au moins sont tombés début janvier. "Cela valait la peine, les avions sont en train de tomber", constate O. Ortega en racontant ses démarches pour se mettre en contact avec les officiers en activité, obtenir les missiles et organiser leur livraison. Face à des dizaines de journalistes, les quatre détenus affirment

qu'ils agiraient de la même façon si c'était à refaire : *"Nous agissons en fonction de notre morale et de nos principes révolutionnaires"*.

L'armée a condamné le *"délit grave de soustraction et trafic illégal d'armes, quelque justes qu'en soient les raisons, car il viole les lois du pays et attente à la stabilité du processus révolutionnaire"*. Le commandement de l'EPS a déclaré cet acte *"délictueux et immoral"*, provoquant des réactions de surprise et de déception auprès de certains secteurs sandinistes. Les principes moraux invoqués par les détenus face à la presse ont paru irriter les autorités militaires. Le colonel Hugo Torres a déclaré qu'il voyait là *"un délit et non une aventure héroïque"* et a signalé qu'on ne pouvait *"séparer l'éthique de la morale"*. *"C'est un manque de principes que de voler des armes à l'armée d'un pays qui a dans le passé apporté une solidarité solide"*, a affirmé le général H. Ortega. *"Cette armée est professionnelle, institutionnelle et si on prend comme argument la lutte révolutionnaire pour faire n'importe quoi, il pourrait se former ici une cinquième colonne"*. Le chef des Forces armées, en même temps qu'il reconnaît dans l'EPS une héritière de l'armée de Sandino, a fait serment de loyauté au gouvernement actuel, ce qui fait de lui l'objet de certaines critiques.

Les accords militaires internationaux interdisent que des armes remises par contrats bilatéraux soient transférés à des tierces personnes, organisations ou états. Le type d'armement livré au FMLN rend le cas encore plus délicat : les livraisons de missiles anti-aériens sont soumises à de strictes normes de sécurité. La guérilla salvadorienne a reçu 12 missiles Sam-7, capables d'abattre un avion à une hauteur de mille mètres et 16 Sam-14 d'une portée cinq fois supérieure. Selon d'anciens fonctionnaires sandinistes, aucune arme livrée au Nicaragua par l'Union soviétique entre 1980 et 1989 n'a été remise à une tierce personne ou à un autre pays. Les 90 missiles transportés fin 1989 par l'aviation nicaraguayenne n'appartenaient pas à l'EPS mais constituaient une donation de la Corée du nord à la guérilla. *"Notre solidarité avec le FMLN a été conséquente mais ordonnée, organique, disciplinée"*, a déclaré D. Ortega, *"et tant que le FSLN a été au gouvernement, pas une seule cartouche n'est sortie de l'EPS"*.

Au sein du FSLN, la position de l'EPS a provoqué un certain malaise. Dans leur majorité, les militants interrogés déclarent comprendre la nécessité de préserver la stabilité nationale par la présence du général Ortega à la tête de l'armée mais ils n'approuvent pas entièrement sa position dans la mesure où elle pourrait signifier un virage politique par rapport aux positions soutenues pendant des années. *"Je me sens flouée, déclare une militante de base, on ne doit pas abandonner notre position claire de soutien au FMLN pour une question d'image ou de calcul politique qui en fin de compte ne convainquent personne"*. L'allusion d'H. Ortega à *"l'éthique et la morale"* a suscité diverses opinions dans la presse sandiniste. Certains voient la livraison de missiles comme une faute. Pour

d'autres, le problème moral dépend de *"qui se trouve sous les bombardements de l'armée salvadorienne"*. Pour l'avocat sandiniste Adrian Meza, *"les principes qu'on prétend renier sont ceux pour lesquels certains, qui aujourd'hui accusent, ont un jour risqué leur vie"*. Tout cela *"pour des équilibres politiques et des nécessités pragmatiques, c'est trop!"*, conclut-il. Les officiers ont reçu l'appui de leaders de partis de gauche et de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST). Le soutien apporté par la Jeunesse sandiniste a été le seul appui public du FSLN. D. Ortega a réaffirmé l'engagement aux côtés de la guérilla salvadorienne mais il a qualifié cette livraison d'armes d'acte *"irresponsable qui attente à la stabilité du pays ainsi que de l'institution militaire et pourrait provoquer une crise grave"* dans le pays. L'accusation d'immoralité a bien sûr été reprise en coeur par la droite dont les leaders demandent la peine maximum pour les officiers détenus et en profitent pour exiger la destitution d'H. Ortega.

Certains médias ont révélé que le gouvernement soviétique aurait informé Washington de l'origine des missiles livrés au FMLN. *"C'est une nouvelle expression de la soumission de l'URSS aux intérêts des Etats-Unis et de la collaboration entre puissances"*, accuse l'avocat Augusto Zamora. L'ambassade soviétique au Nicaragua fait partie de la commission d'enquête chargée par l'EPS d'éclaircir l'affaire. Son gouvernement a annoncé qu'il enverrait à Managua une délégation afin d'enquêter et d'établir des *"mécanismes de contrôle"* sur les armes que possède l'armée nicaraguayenne. Un chef militaire sandiniste a dénoncé là une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures de son pays. La position du commandement de l'armée est ferme en ce qui concerne la culpabilité des officiers et, selon une source du ministère des Affaires extérieures, il y aurait accord avec le gouvernement pour *"prendre des mesures"* afin que de tels cas ne se reproduisent pas. Le ministre des Affaires extérieures Enrique Dreyfus est allé début janvier présenter ses excuses au président salvadorien Cristiani et a fustigé *"les étrangers qui abusent de la bonté de ce pays"*.

A Managua, on commente un possible refroidissement des relations entre le FMLN et l'EPS et peut-être entre le FMLN et le FSLN. Le départ de certains dirigeants de la guérilla salvadorienne du Nicaragua et la fermeture de certains bureaux et locaux salvadoriens ne sont pas exclus.

LA SENTENCE

Managua, 19 février (ANN). Le 14 février, le tribunal militaire a condamné les quatre officiers détenus à trois ans et demi de détention, signalant que *"la bonne conduite et les mérites"* de ces militaires au cours de leur carrière leur valait de se voir appliquer la peine minimum. Les onze civils - dix salvadoriens et un hondurien - suspectés d'avoir participé à l'opération ont été libérés

faute de preuve. Un non-lieu provisoire a été décrété dans le cas du Commandant du FMLN Joaquin Villalobos mais son cas sera réexaminé s'il se présente ou est capturé sur le territoire national.

Le Commandement de l'Armée populaire sandiniste s'est déclaré favorable à une demande de remise de peine. La défense, assurée par le conseiller juridique du FNT Adrian Meza, se trouve dans une situation difficile car c'est par le même tribunal que serait rejugé l'affaire si les officiers décidaient de faire appel. *"Seul le peuple peut les sortir de prison"*, a-t-il conclu, rappelant qu'un vaste mouvement de soutien s'était manifesté à l'initiative de cadres des Forces armées et de militants sandinistes qui avaient demandé au tribunal de tenir compte de *"l'honnêteté politique, morale et civique des camarades jugés"*.

A l'annonce de la sentence, les quatre officiers emprisonnés se sont déclarés en grève de la faim pour obtenir qu'on leur accorde *"le même traitement que celui qu'ont reçu des centaines de nicaraguayens qui avaient commis des actes d'une gravité sans comparaison"* et qui ont bénéficié de remises de peine. Ils ont durement critiqué *"ceux qui aujourd'hui renient les valeurs de la Révolution pour se faire leur place dans les nouvelles structures du pouvoir"*. *"Le Tribunal militaire nous condamne, mais le peuple nous a absous"*, a déclaré l'un des condamnés. La Jeunesse sandiniste va demander au groupe sandiniste de proposer à l'Assemblée nationale de voter l'amnistie des officiers, comme elle l'a fait dans un passé proche pour des milliers d'anciens gardes somozistes et de contras coupables de crimes sanglants contre le peuple nicaraguayen.

JEUNES CHERCHENT AVENIR DESESPEREMENT

Managua, 12 février (ANN). Les enfants et les jeunes nicaraguayens sont aujourd'hui au coeur de la crise. Les difficultés dont la Révolution les avait en grande partie préservés les assaillent. Il y a deux semaines, une quarantaine d'organisations de jeunes ont organisé un forum dans le but de trouver des solutions aux problèmes les plus urgents. Fait nouveau, il s'agissait d'organisations politiques, étudiantes et confessionnelles représentant différents courants idéologiques et religieux, qui sont ainsi parvenues à poser des jalons pour l'avenir.

NO FUTURE

La crise conjuguée aux effets du modèle néo-libéral conduit la jeunesse dans une impasse. Selon un document préparatoire du Forum des jeunes, le chômage touche 60 % de la population active (note), soit un million de personnes dont la moitié sont des jeunes. A l'heure de la réduction de l'Etat, de la privatisation et de la faillite

économique, même les jeunes très qualifiés se retrouvent sans emploi et à la charge de leurs parents.

Du côté de l'école, la situation est également critique. On compte 830 000 jeunes scolarisés, mais ce chiffre s'accroît alors que le système scolaire voit ses moyens se réduire. Six mille bacheliers n'ont pu s'inscrire à l'Université pour la rentrée de mars.

Les jeunes infirmes de guerre sont encore plus mal lotis. Alors que la plupart ne peuvent travailler, le gouvernement ne leur verse qu'une pension de 33 cordobas-or par mois (les syndicats demandent un salaire minimum de 200 cordobas), tandis qu'un orphelin de guerre reçoit pour sa part 8 cordobas-or.

C'est le désarroi, surtout dans les secteurs populaires. Comme partout, cet avenir bouché pousse certains à la transgression. Si, selon la police, les consommateurs de cocaïne sont pour l'instant les *"Miami boys"* et les jeunes cadres, la drogue en général fait un retour en force. Quant à la délinquance, c'est devenu un lieu commun que de dire qu'elle est en augmentation et les assauts à main armée ne font plus l'objet que de commentaires désabusés.

Ce sombre panorama a alerté les organisations de jeunes, de tous horizons politiques ou religieux, qui ont essayé de réfléchir ensemble.

LE FORUM DES JEUNES, UN POINT DE DEPART

L'idée d'un Forum des organisations de jeunes n'est pas nouvelle. Sous le gouvernement précédent, la Jeunesse sandiniste (JS) avait tenté de la concrétiser, mais s'était heurtée au boycott de la droite. Elle y est parvenue aujourd'hui que la situation politique a changé et que les difficultés sont devenues insoutenables. Sans doute les organisations de droite, qui n'ont guère de représentativité, ont vu là une occasion de se gagner une crédibilité. Cependant, c'est le point de vue de la JS qui a prévalu: laisser de côté la confrontation politique pour envisager des solutions et agir pour qu'elles soient mises en oeuvre. Pour Rafael Henriquez, vice-coordonateur de la JS, la rencontre n'avait rien d'une *"mini-concertation"*, car il n'y avait rien à négocier. Il s'agissait seulement de chercher les points de convergence et d'unir les efforts pour défendre les intérêts de la jeunesse. D'ailleurs, nombre d'organisations représentées ne sont pas politiques. *"Nous voulons agir; ce sera plus facile si d'autres se joignent à nous, mais si personne ne nous rejoignait, nous agirions seuls. Etre sandiniste, c'est avant tout une attitude, c'est donner l'exemple"*.

Il est vrai que les positions et les préoccupations des organisations représentées sont parfois très éloignées. Du côté des organisations politiques, le mouvement de jeunesse de l'Association civique de la Résistance nicaraguayenne (l'organisation de *"Ruben"*) plaide pour la dist-

tribution de terres. Le Mouvement national de la jeunesse (MNJ, regroupement des organisations de jeunesse des partis du secteur "modéré" proche de la présidence) s'intéresse surtout aux problèmes des étudiants et demande la création d'universités privées. L'Union des jeunes démocrates (UJD, partis liés à la tendance Godoy), en plus de la question de l'Université, est préoccupé par la délinquance, la drogue et la prostitution, rendant coupable le FSLN d'avoir provoqué la division de la famille par la libération de la femme et la manipulation des enfants. La JS veut pour sa part s'attaquer aux difficultés de tous les secteurs. L'expérience acquise au fil du temps et sa pénétration dans la jeunesse lui ont permis de préparer soigneusement le Forum où elle a proposé des actions concrètes, entre autres la création d'un Conseil de la jeunesse et la tenue d'une conférence nationale sur l'enseignement. Quant aux organismes confessionnels, ils sont plus sensibles à la décomposition sociale et la perte des valeurs morales.

Malgré les différences, le Forum s'est déroulé sans affrontement violent et les résolutions ont été adoptées par consensus. Certains n'ont pu toutefois se départir d'une attitude de confrontation ou ont tenté des manoeuvres, tel le MNJ qui a essayé de faire adopter une motion de soutien au gouvernement, tandis que d'autres ont profité de l'occasion pour s'affirmer comme futurs dirigeants politiques.

Mais pour la JS, personne n'est sorti gagnant, sinon les jeunes eux-mêmes, et ce forum pourrait *"conduire à créer une nouvelle mentalité politique dans la jeunesse en ce qui concerne la façon d'affronter les problèmes"*. Indiscutablement, cette expérience prouve que les organisations politiques de jeunesse sont capables de se comporter autrement que de simples appendices des partis et de s'attaquer aux difficultés spécifiques des jeunes. Une fausse note pourtant: le MNJ, quelques jours après la tenue du Forum, a déclaré qu'il se retirait car la JS, selon lui, est restée inflexible comme par le passé. Se serait-il fait rappeler à l'ordre?

Si l'initiative paraît positive, cependant, comme le déplore Rafael Henriquez, le Forum ne peut prétendre représenter tous les secteurs. Les jeunes non organisés étaient les grands absents. *"Des voix qui puissent parler avec plus de force des difficultés des jeunes paysans, des jeunes travailleurs des villes, des délinquants ont manqué"*. A ce propos, les participants se sont engagés à promouvoir la communication avec les jeunes non organisés.

Le chômage, l'enseignement, la culture, la santé, les victimes de la guerre, les problèmes spécifiques des jeunes femmes (qui ont été considérées comme le secteur le plus défavorisé), la délinquance, la prostitution, la drogue ont été les principaux thèmes abordés. Parmi les résolutions adoptées, qui recourent en grande partie les propositions de la JS, la plus importante vise à créer un Conseil national de la jeunesse afin de coordonner les ac-

tions futures. Les organisations ont également décidé de présenter à l'Assemblée un projet de loi pour la protection de la jeunesse et de l'enfance, de demander au gouvernement de mettre en oeuvre des politiques pour les jeunes dans le domaine de l'Education, du travail, des loisirs, de présenter une proposition pour résoudre le problème de l'Université et de convoquer une conférence nationale sur les questions de l'enseignement. Des objectifs ambitieux.

PRINCIPALES RESOLUTIONS DU FORUM DE LA JEUNESSE.

-Créer un Conseil national de la jeunesse -Organiser une conférence nationale sur l'enseignement; inciter l'entreprise privée à investir dans l'université autonome (au lieu de créer des universités privées, comme le demande le Conseil supérieur de l'entreprise privée) - Demander au gouvernement l'arrêt du licenciement des jeunes; impulser les micro-entreprises et les coopératives, mais de production et non de services -Demander à l'Etat de respecter la loi sur le patrimoine national et de promouvoir les artistes amateurs -Demander au gouvernement de respecter les accords passés en faveur des victimes de guerre et d'exonérer d'impôts les projets en faveur des infirmes -Soutenir la campagne contre le SIDA, demander l'exonération de taxes sur les contraceptifs importés -Demander la réforme du Code pénal en ce qui concerne les cas de viol ou d'inceste -Promouvoir le débat sur les problèmes des jeunes femmes -Organiser une conférence nationale sur la délinquance, la drogue et les mineurs en situation de risques.

NOTE : Le chiffre officiel de 40% est fondé sur le nombre d'adultes de plus de 16 ans. Le document du Forum considère que les jeunes de plus de 13 ans, compte tenu de la réalité du pays, font partie de la population active.

SOUS LES POISSONS, LA COKE

Managua, 11 février (ANN). Si on ne peut encore établir clairement la responsabilité de la mafia colombienne dans l'entrée en force de la cocaïne sur la Côte Atlantique nicaraguayenne, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un réseau de professionnels. Les relations entre la contra et le narcotrafic ont jeté les bases de la situation actuelle, dans laquelle les armes servent encore de monnaie d'échange. S'il est facile de suivre la route de la drogue sur la Côte, les faibles moyens dont dispose la police la rendent difficile à couper. Cette entrée d'une drogue dure au Nicaragua pourrait dépasser le cadre des simples intérêts commerciaux.

De l'île colombienne de San Andrés, située à 200 kilomètres des côtes nicaraguayennes, les trafiquants intermédiaires font cap sur Corn Island où ils achètent aux nicaraguayens des langoustes, des crevettes et des armes. Ils

paient en dollars, appareils électro-ménagers, pièces de rechanges et, ces derniers temps, en cocaïne pure à 85%. Deux routes sont utilisées pour l'acheminement vers la capitale: Corn Island-El Bluff-Bluefields-El Rama ou, lorsque les contrôles rendent cette voie peu sûre, Corn Island-Laguna de perlas-Sandy Bay-Tasbapouni-Monkey Point-Bluefields. La région Atlantique nord n'est pas épargnée: elle n'est pas encore touchée par la consommation mais Puerto Cabezas, dont l'aéroport n'est pas équipé en rayons X détecteurs, sert également de passage vers Managua et le Honduras. Les contrebandiers utilisent en mer des vedettes hors-bord puissantes et équipées d'armes de guerre; ils sont relayés par les pêcheurs de la Côte qui font rentrer la cocaïne cachée dans les moteurs de leurs bateaux ou dans les sacs de langoustes et de poissons.

LA COTE EST SANS DEFENSE

Pour la Commission anti-drogue fondée récemment sur la Côte atlantique, il n'est pas facile de pénétrer le réseau des commerçants intermédiaires qui bénéficient de la complicité de nombreux pêcheurs. De son côté, mal équipée en bateaux et moyens de communication, peu formée pour cette lutte spécifique, la police perd souvent la bataille dans sa confrontation directe avec des trafiquants qui jouissent de puissants appuis financiers. Jusque-là, la marine sandiniste était parvenue à éviter le trafic de drogue, d'armes ainsi que le pillage des richesses naturelles de la Côte, malgré le faible budget assigné à cette lutte. Mais les 170 000 dollars que recevra la marine en 1991 ne suffiront même pas à payer les salaires et à entretenir les bateaux.

LE PASSAGE A LA DROGUE DURE

La consommation de marijuana, courante dans les années 70, s'était réduite dans les années 80 jusqu'à ne plus toucher que certains groupes sociaux restreints. Sur la Côte Atlantique cependant, elle s'est maintenue plus fortement que dans le reste du pays. La consommation de cocaïne était, elle, pratiquement inconnue. Aujourd'hui, on estime que 60 o/o des jeunes costeños ont touché à l'une des deux drogues et le "crack", moins cher, a fait son entrée. La commission anti-drogue de la région a commencé à se rendre dans les établissements scolaires pour faire prendre conscience aux jeunes de la gravité du problème. L'hôpital de Bluefields a déjà reçu plusieurs patients victimes d'overdose. Souvent, les familles de toxicomanes préfèrent garder le silence pour les "protéger" et, en cas de décès, elles refusent l'autopsie sous un prétexte religieux. Cette attitude rend difficile pour les autorités médicales d'établir le nombre réel de victimes. Cette augmentation du trafic et de la consommation s'accompagne d'un fort accroissement de la délinquance juvénile. Beaucoup de délinquants sont des consommateurs et la majorité d'entre eux sont au chômage.

A L'ESSAI

Il semble qu'actuellement, la mafia soit en train de tester la sûreté des routes de la Côte Atlantique et d'évaluer le niveau des moyens répressifs mis en oeuvre. Le ministère de l'Intérieur a déclaré que l'année 91 serait celle de la lutte décisive contre le narcotrafic. La coïncidence dans le temps du changement de gouvernement avec l'arrivée du narcotrafic est indéniable: la fin de la guerre et la fin des mesures de défense aux frontières, ainsi que l'arrêt de la surveillance de l'espace aérien pour des raisons budgétaires, ont éveillé chez les trafiquants l'espoir que le Nicaragua serait une voie sans risque.

UN AIR CONNU

Comme l'a prouvé l'expérience panaméenne, le commerce croissant de la drogue est le prétexte tout trouvé à l'ingérence des garants de l'ordre et de la morale, les Etats-Unis, par le biais de l'Agence de lutte contre la drogue (DEA) et du FBI. Les portes des institutions nicaraguayennes responsables de la sécurité militaire aux frontières et sur les littoraux n'ont plus qu'à s'ouvrir toute grandes aux services secrets et à la police des Etats-Unis. Un comité de recherche du Sénat étatsunien sous la direction de John Kerry a analysé en 1986 les effets de la politique de Washington en Amérique centrale et a conclu que l'appui de Reagan à la contra a contribué au développement du narcotrafic, en contradiction ouverte avec la politique anti-drogue officielle. Si l'on ajoute à cela qu'il vaut mieux, pour assoir sa domination, une jeunesse aliénée par la consommation de drogue dure à une jeunesse politisée, la consommation et le trafic de cocaïne se révèlent une arme politique puissante et plus économique qu'une guerre, même de "basse intensité".

HAITI : LES PAUVRES FONT L'HISTOIRE

Une entrevue avec le Père Aristide, président d'Haïti, par Sergio Ferrari

Port au Prince, 9 février (ANN). "Ce que Haïti est en train de vivre n'est pas vraiment une surprise pour moi. Nous vivons ce que le Nicaragua a connu quand il s'est dressé contre Somoza. Lorsque la lumière de la justice s'éteint, la lumière des pauvres s'allume". A quelques heures de son investiture, "Titide" a accordé une entrevue exclusive à Sergio Ferrari pour l'ANN.

L'imposant Palais national qui jusque-là n'inspirait que méfiance au peuple haïtien ouvre aujourd'hui ses portes à un défilé ininterrompu d'enfants de la rue, de réfugiés politiques récemment rentrés au pays pour fêter la victoire et du peuple de Port au Prince, ce même peuple qui a voté pour "un cok kalité" (un coq de qualité, en créole: le coq est le symbole de la force, NDT) comme le proclament les milliers d'affiches et de fresques dans la ville.

Aristide parle et derrière les références à la Théologie de la libération et le langage imagé qu'il affectionne, se profile une pratique politique nouvelle qui bouscule tous les modèles.

SF: Comment voyez-vous la situation actuelle d'Haïti dans un contexte international défavorable aux peuples du Tiers-Monde?

A: Je pense pouvoir répondre à la lumière de la Théologie de la libération. Les pauvres sont sujets, et sujets de surprises historiques. Lorsque l'espérance faiblit et qu'on pense qu'elle s'éteint, une force jaillit, celle des pauvres. Cela a été vrai de tout temps. Voyez comme à l'époque de Jésus, les pauvres ont été une source d'espérance lorsque leurs compagnons cherchaient la lumière et se rendirent compte finalement que cette lumière, c'était Jésus, un pauvre parmi les pauvres, dans la communauté des pauvres, une communauté lumineuse. C'est cette histoire que nous sommes en train de vivre, un phénomène qui est venu de loin et lentement. Les riches sont incapables de discerner la lumière de l'espérance dans la vie des pauvres, ils ne voient pas que c'est en résistant que les pauvres d'Haïti ont pu survivre. Depuis toujours, il leur a fallu se créer une structure parallèle pour pouvoir survivre économiquement. Dans la lutte politique, ils ont dû se cacher pour ne pas être vaincus. Pour moi, ce que nous sommes en train de vivre consacre les pauvres en tant que sujets historiques, en tant qu'hommes et femmes capables de faire l'histoire et d'en être les protagonistes principaux. Nous sommes en train de faire notre histoire, et ce faisant, nous donnons la preuve de ce qu'est Dieu. Un homme, une femme, une force de justice, de paix et de solidarité qui peut jaillir là où sont les ténèbres pour créer la lumière. C'est le mystère de la nativité qui se vit chaque jour, c'est le mystère de la nativité derrière le phénomène "lavalas" (voir note). Nous le vivons dans la foi de l'homme et de la femme. Elle cristallise la présence d'un Dieu qui ne vit pas au ciel mais qui marche aux côtés des hommes et des femmes.

Je crois que sur le plan politique, il y a un temps pour une politique et un temps pour une autre. Les pauvres se dressent comme une force politique capable de bousculer la politique traditionnelle. Nous sommes en train de réaliser ce que nous sommes sur le plan politique. C'est cela, la force qui est en marche.

SF: Comme vous le décrivez, c'est la vie quotidienne du peuple qui est déterminante, plus que les grandes notions géopolitiques?

A: Les pauvres n'apprennent pas à faire de la politique à l'École des Sciences politiques. Il font la leur propre, celle de la solidarité, celle des revendications, celle de la vérité, celle de la vie. Nous ne voulons pas marcher derrière des leaders politiques mais plutôt que ceux-ci marchent derrière nous, puis à nos côtés, mais jamais devant. C'est cela qui m'a mené là où je suis aujourd'hui. Le peu-

ple haïtien qui connaît sa réalité politique a franchi le pas qui donne le jour à notre seconde indépendance.

SF: Qu'attend Haïti de l'Amérique latine?

A: Nous espérons que cette solidarité qui se manifeste aujourd'hui se maintienne comme une force qui nous pousse vers un monde nouveau. Nous avons les mêmes racines, celles de notre résistance face à l'oppression. Ces racines communes alimentent chaque homme et chaque femme qui vit dans notre culture. A Haïti, nous avons notre terre et notre lutte, mais si nous échouons, ce sera l'échec de tout le continent et des Caraïbes de même que chaque victoire en Amérique latine est nôtre. Nous espérons renforcer chaque jour davantage les liens de solidarité entre nous afin d'ouvrir peu à peu le chemin à l'irruption historique d'autres peuples du continent comme d'autres peuples du continent ont été à un moment une lumière pour nous.

SF: Qu'attend Haïti des Etats-Unis et du Nord en général?

A: Nous espérons développer des relations marquées par le respect mutuel et la dignité et pouvoir nous assoir face à face. Nous devons tout d'abord nous respecter nous-mêmes en faisant quelque chose pour Haïti sans attendre tout de l'aide extérieure. Nous pensons que les Etats-Unis devront constater et apprécier notre effort, celui d'un peuple qui se présente debout et non à genoux.

SF: Quelle est votre principale préoccupation en tant qu'homme d'Etat et prêtre, à quelques heures de votre investiture?

A: Que tous participent, riches et pauvres, paysans et citadins, militaires et civils. Que tout soit clair, transparent, afin que tous puissent se rendre compte de ce qui se fait pour pouvoir en finir avec une société de corruption et construire une civilisation démocratique. Que la justice ne soit plus un mot mais une réalité.

SF: Que peut offrir Haïti au monde?

A: Des lavalas et encore des lavalas, car cela signifie s'unir pour devenir une force démocratique, une force de paix, de solidarité. Et si nous semons cela sur le continent, nous le récolterons sur le continent.

Note : Le mot "lavalas" désigne en créole les eaux torrentielles d'une rivière en crue.

GUATEMALA : ENTRE LE DIALOGUE ET LES ARMES

Managua, 21 février (ANN/Cerigua). La recherche d'une issue politique au conflit armé est au cœur du dialogue qui s'est engagé en 1990 entre la guérilla et la

société guatémaltèque. Qu'en est-il aujourd'hui, à quelques mois de l'investiture du président Jorge Serrano qui a fait du rétablissement de la paix un des thèmes centraux de sa campagne électorale?

Au cours des nombreuses réunions que l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG) a tenu entre mai et octobre 90 avec la plupart des secteurs sociaux - partis politiques, église, patronat, syndicats-, un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de parvenir à un accord national qui dépasse le cadre d'un simple cessez-le-feu. Ces discussions ont mis en évidence que le conflit armé, qui dure depuis 31 ans, est intimement lié à la nature même des structures du pays : le pouvoir politique et une grande partie des ressources économiques du pays sont contrôlés par l'armée.

Les Forces armées, qui au début ont appuyé le dialogue, ont déclenché dès mai 90 une vague de répression contre les organisations syndicales en même temps qu'elles multipliaient les bombardements contre la population civile dans le nord-ouest du pays. Ce déploiement de force s'est accompagné d'un durcissement des positions politiques de ses dirigeants. Désavouant l'accord passé entre la guérilla et la Commission nationale de réconciliation (CNR), les militaires ont exclu de rencontrer l'URNNG tant que celle-ci n'aurait pas déposé les armes. Cette exigence est aujourd'hui reprise par le nouveau ministre de la Défense, le général Luis Mendoza.

Le président J. Serrano, arrivé au pouvoir avec l'image d'un homme politique favorable au dialogue auquel il a participé en 90, a affirmé sa disposition à poursuivre celui-ci. Pourtant, au lendemain du premier tour des élections, il refusait de participer à une rencontre proposée par la CNR entre la guérilla et les deux candidats à la présidence. Une fois au gouvernement, il a maintenu un discours en faveur de la négociation sans condition avec la guérilla, dans la mesure où celle-ci reconnaîtrait la légitimité du nouveau gouvernement. Mais pendant ce temps, le ministre de la Défense lançait un recrutement massif destiné à renforcer les effectifs de l'armée, estimés aujourd'hui à 60 000 hommes. Cette opération, qualifiée de "séquestration" par la presse nationale, vise sans aucun doute à rendre l'armée plus opérationnelle dans des actions de grande envergure contre la guérilla et contre la population civile.

Le discours d'ouverture du président Serrano apparaît dans ce contexte comme un paravent à la préparation d'une offensive militaire majeure. Cette réorganisation des forces anti-insurrectionnelles, outre le coût qu'elle entraîne, pourrait signifier un enlisement du dialogue. Pourtant, ni J. Serrano ni le commandement des Forces armées ne peuvent ignorer l'appui croissant de la société guatémaltèque au processus de paix engagé en 1990, pas plus qu'ils ne peuvent continuer à dissimuler l'intensité du conflit armé. Les contradictions sont flagrantes entre le discours du président et celui du vice-président, Gusta-

vo Espina, pour lequel le dialogue avec la guérilla n'est envisageable que si celle-ci dépose les armes. Cette position serait également celle des membres du haut commandement de l'armée qui, selon le Commandant de l'URNNG Gaspar Ilom, appartiennent en majorité aux services secrets, eux-mêmes étroitement liés aux escadrons de la mort.

La guérilla a réaffirmé dans une déclaration faite le 28 janvier la nécessité de poursuivre le dialogue engagé l'année dernière sous le contrôle de Monseigneur Rodolfo Quezada, président de la CNR, et en présence de représentants de l'ONU. L'URNNG maintient une intense activité militaire destinée à freiner la répression contre la population civile en obligeant l'armée à concentrer ses forces pour la défense d'objectifs militaires et économiques. Les actions de sabotage se sont multipliées au cours des premières semaines de 1991, en particulier dans les départements de Petén et Alta Verapaz, ainsi que dans la capitale. La guérilla a déclaré avoir réalisé au cours des onze premiers mois de l'année précédente 1991 opérations militaires qui auraient fait 2 135 victimes dans les rangs de l'armée, cela dans 14 des 22 départements du pays.

Les prochains mois mettront à l'épreuve les dispositions respectives du président Serrano, des Forces armées et de l'URNNG à résoudre par la voie négociée le conflit armé et la crise qui secoue le pays depuis plusieurs dizaines d'années. Les différents secteurs de la société guatémaltèque qui ont participé au dialogue et qui se sont entendus sur l'urgence d'un accord national auront également leur rôle à jouer.

EN BREF

ECOUTES TELEPHONIQUES. Le syndicat CST des Postes et télécommunications (Telcor) a dénoncé l'installation d'écoutes téléphoniques par la direction supérieure du ministère. Les victimes sont les dirigeants syndicaux, l'opposition mais aussi... Antonio Lacayo et la présidente Violeta Chamorro.

BIEN AIMABLE A VOUS. Quelle belle expérience que d'être tiré du lit un matin par une musique entraînante, avant d'apprendre par haut-parleur qu'on va vous couper la tête dans cinq minutes. L'Institut de l'énergie doit employer ces grands moyens pour convaincre les nicaraguayens d'acquiescer leurs factures d'électricité. Musique, donc, et message clair: on va couper l'électricité en cas de facture impayée. Ils sont gentils de prévenir, mais comment payer même le minimum (5 cordobas-or) quand on en gagne 50 (fonctionnaires), 20 (employés des cinémas) ou 17 (ouvriers du textile)?

QUELLE AME DIVINE! La femme de l'ambassadeur des Etats-Unis, Carol Shlaudeman, organise une Nuit de

l'Art, pour laquelle elle demande aux artistes nicaraguayens d'exposer leurs oeuvres. Le produit de la vente sera partagé entre l'auteur et les Dames de l'Ambassade qui le destinent à leurs oeuvres de bienfaisance. Le peintre Donald Altamirano lui a répondu par une lettre ouverte où il écrit des choses qui font plaisir à lire.

N'OUBLIEZ PAS DE LES ALPHABETISER...C'est ce que disait Carlos Fonseca à ses compagnons de lutte. Mais ce n'est pas avec de l'intelligence et de la générosité qu'on fait tourner un économie néo-libérale. C'est pourquoi le ministère de l'Education a décidé de louer les magnifiques nouveaux livres de classe offert par l'AID, dont le contenu est tout aussi magnifique. Les prix vont de 3 cordobas-or pour la première année de primaire dans une école de campagne à 38 cordobas-or pour la deuxième année de secondaire dans un collège de première catégorie.

BIEN FAIT POUR EUX. Les noirs sont plus pauvres à cause de la désintégration familiale. C'est du moins ce qu'a affirmé Humberto Belí, ministre de l'Education et membre de la secte catholique "la Cité de Dieu". Vives réactions sur la Côte Atlantique, où H. Belli n'avait déjà pas bonne réputation depuis qu'il a tenté de supprimer le programme d'enseignement bilingue.

RETOUR DES REQUINS de la banque privée: E. Fernandez Hollman, A. Pellas, es Lacayo-Montealegre, Carl Mathieson et E. Duquestrada. Tous, sauf A. Pellas, avaient abandonné le pays en 1979. Ils n'attendent que le vote de la loi sur les banques privées pour réouvrir leur petit commerce et, selon Barricada, ont commencé à recruter parmi le personnel des banques nationales. Le FSLN n'est pas contre l'ouverture de banques privées, mais demande l'assainissement des banques nationales.

EL SALVADOR. Le quotidien d'opposition Diario Latino a été totalement détruit par un incendie criminel le 9 février. Pour les organisations populaires et la direction du journal, la responsabilité de cet attentat revient aux escadrons de la mort. Le quotidien venait de fêter ses cent ans d'existence. Géré depuis deux ans par le Syndicat des journalistes du Salvador, il était l'objet de menaces constantes et de mesures d'étranglement économique. Les dégâts ont été évalués à 375 000 dollars. Une campagne nationale et internationale de solidarité a été immédiatement lancée. Le Diario latino a pu ressortir deux jours après l'attentat avec un format réduit et sous le titre : "Nous continuerons".

EL SALVADOR. Une nouvelle réunion entre le FMLN et le gouvernement salvadorien se tient depuis le 19 février. A l'ordre du jour : les Forces armée, les droits de l'homme et la politique électorale. La guérilla, qui n'a pas relâché sa pression militaire, a lancé une attaque la veille à San Salvador contre l'Etat major et le ministère de la Défense.

HAÏTI: ÇA COMMENCE. La "Heritage Foundation", des Etats-Unis, a recommandé au gouvernement de G. Bush de geler l'aide accordée à Haïti, de convaincre d'autres pays, dont la France, d'en faire autant et de soutenir l'opposition "démocratique". Selon elle, Haïti risque de prendre "le chemin de Cuba" et le gouvernement du Père Aristide doit faire la preuve qu'il est démocratique et démontrer sa bonne volonté, par exemple en coopérant avec les Etats-Unis sur les questions de sécurité. Ça ne vous rappelle rien?

ANN Interne

Chères lectrices, chers lecteurs

Cinq ans après le début du projet de contre-information et une année après la défaite électorale du FSLN nous poursuivons avec quelques nouveautés. D'une part, notre bulletin va paraître dorénavant toutes les deux semaines, mais avec plus de pages. D'autre part, la rédaction et la production sera assurée à Fribourg.

L'objectif de cette sixième année de l'ANN-Europe est de garantir notre projet de contre-information sur l'Amérique centrale.

Le groupe de rédaction et de traduction à Managua composé à nouveau de quatre personnes va livrer davantage d'information de fond qu'auparavant. Vous trouverez dans la rubrique "Actualité" les informations courantes.

L'information de fond demande plus de calme et du temps: Nous adaptons un rythme de parution bimensuel. Le volume du bulletin va augmenter. Il contiendra douze pages de texte.

Cette transformation correspond à de nouvelles circonstances. ANN n'est plus une agence de presse internationale; ANN reste une voix authentique du Nicaragua et de l'Amérique centrale. La production en Suisse sera réduite au nécessaire; le travail de rédaction à Managua sera élargi.

Comme nous l'avons déjà dit, notre bureau à Zurich sera fermé. Nous avons engagé comme productrices pour nos bulletins en allemand et en français (rédaction, mise en pages, envoi et administration des abonnements) Ursula Regli et Katrin Fink. Elles feront le travail depuis Fribourg. Les trois anciens collaborateurs d'ANN continueront à contribuer à la réussite de l'ANN.

Cette transformation implique pour les abonné(e)s de l'ANN les modifications suivantes:

- **Le bulletin paraîtra seulement toutes les deux semaines, mais avec plus de pages.**

- Le solde du montant des abonnements déjà payés sera calculé suivant la clef: trois anciens bulletins hebdomadaires équivalent à deux nouveaux bulletins.

- L'abonnement annuel contiendra 24 numéros (au lieu de 45)

- Et le mieux: L'abonnement annuel sera meilleur marché; au lieu de 142Fr il coûtera seulement 124Fr. (les tarifs complets des prix se trouve dans l'impressum)

Grâce aux changements et aux économies nous espérons couvrir avec les entrées des abonnements 85% du coût globale (jusqu'à maintenant cela couvrait 50%). Cela n'est clairement possible que si vous restez fidèles et que vous faites de la propagande auprès vos amis et amis.

Pour couvrir le reste nous sommes dépendant(e)s du soutien des personnes et organisations solidaires.

Grâce à votre soutien nous pouvons continuer notre projet d'information sur l'Amérique centrale. La contre-information devient toujours plus nécessaire face à la production quotidienne des médias impérialistes (tel que par rapport au golfe).

Nous sommes toujours ouvert(e)s pour des critiques et des propositions.

Avec nos salutations solidaires
l'équipe ANN

Michèle Faure, Frédérique Perrin, Petra Barquero et Helge Fischer à Managua

Martin Muheim, U.Werner Winterberger et Felix Nussbaum à Zürich

Katrin Fink et Ursula Regli à Fribourg

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail
NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA;
Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JAA

1700 Fribourg 1

PP/Journal

CH-1700 Fribourg 1